

ANNEXE 4 : Documents ressources pour l'Étude de cas n°1= Vaccination obligatoire

DOCUMENT 1 : ÉTUDE d'un CAS extrait du recueil « sur la dignité humaine et les droits de l'homme », programme de base de bioéthique, UNESCO

M. B et son épouse ont deux enfants : L, 10 ans, et K, 3 ans. M. B et son épouse sont farouchement opposés à la vaccination de leurs enfants et à la vaccination en général, qu'elle relève d'une décision de santé personnelle ou d'une mesure de santé publique.

Selon M. B, la vaccination est non seulement nocive, mais elle est aussi une procédure inutile, aux effets secondaires potentiellement catastrophiques. Il soutient que lui et son épouse ont le droit fondamental de décider ou non de vacciner leurs enfants, en conséquence de quoi il réfute l'affirmation selon laquelle la vaccination est une mesure raisonnablement nécessaire pour protéger la santé publique.

L et K se sont vu refuser l'inscription à une garderie d'enfants municipale au motif qu'ils n'étaient pas vaccinés.

Depuis 1976 au moins, la politique de la mairie impose que tout enfant souhaitant intégrer une garderie d'enfants gérée par la municipalité soit vacciné pour être admis. Une pièce justificative de cette vaccination est exigée au moment de l'inscription et après chaque rappel de vaccin. Les vaccins les plus couramment exigés le sont « en vertu des recommandations en vigueur des autorités sanitaires ».

M. B et son épouse sont inflexibles dans leur refus de faire vacciner leurs enfants.

Le Conseil Municipal a-t-il le droit d'exercer une discrimination à l'encontre de L et K en ne leur permettant pas d'intégrer la garderie au motif qu'ils ne sont pas vaccinés ?

✍ Ci-après quelques exemples de réponses. :

OUI Le fait que les enfants ne soient pas vaccinés fait courir un risque aux autres enfants de la garderie. Pour le bien des autres enfants, il faut interdire aux enfants de M. et Mme B l'accès à la garderie.

NON Discriminer les enfants de M. et M^{me} B en leur interdisant l'accès à la garderie est illégal. Chaque individu a le droit de choisir ou non d'être vacciné.

✍ Notes sur l'étude de cas

Ce cas a été porté devant la Commission pour les droits de l'homme et l'égalité des chances du pays concerné. Le tribunal a conclu que la décision de la municipalité d'exclure ces enfants de la garderie était raisonnablement nécessaire pour protéger la santé publique. L'incidence de maladies contagieuses graves au sein de la population est une question de santé publique.

L'expérience montre qu'un individu ou qu'un groupe de personnes peut être touché par une infection qui, par sa nature même, est considérée comme contagieuse. La maladie d'une personne peut être la source d'une infection chez une autre. La gravité de la maladie et la virulence de sa propagation peuvent être telles qu'elles peuvent affecter la santé et le bien-être de toute une population.

En revanche, dans le cas d'une maladie infectieuse plus bénigne, on peut considérer que le taux de mortalité ne constitue pas un problème de santé publique, car l'individu a les moyens de prendre les mesures curatives ou préventives appropriées. C'est pour toutes ces raisons que la vaccination a été proposée comme mesure de santé publique et que ses partisans, par le biais de campagnes d'information et de programmes éducatifs, sont résolus à accroître le niveau de ce qu'il est convenu d'appeler l'« immunité de groupe » d'une population face aux différentes infections qui peuvent survenir.

Les spécialistes des maladies infectieuses et de la santé publique définissent le niveau **requis d'« immunité de groupe »** comme la **proportion d'une population ciblée qui doit être vaccinée afin de développer une immunité et ainsi bloquer la transmission de la maladie concernée.**

La particularité du cas étudié est que la décision d'exclure les enfants de M. B, de même que tout autre enfant non vacciné qui entre dans la définition élargie des personnes atteintes d'un « handicap » au regard de la législation, constitue en effet une décision discriminatoire. Pourtant, il s'agit d'une décision raisonnablement nécessaire pour protéger la santé publique. En clair, l'insistance de la municipalité à refuser l'inscription de ces enfants à la garderie s'ils ne sont pas vaccinés, bien que discriminatoire, est raisonnablement nécessaire pour protéger la santé publique.

Dans la recherche d'un équilibre entre les risques, nul doute qu'il est souhaitable que tous les enfants soient systématiquement immunisés, à l'exception de ceux qui sont malades ou qui sont atteints de troubles neurologiques ou de maladies génétiques préexistants. Les bénéfices qui en résultent seront partagés non seulement par l'intéressé, mais également par l'ensemble de la population, grâce à une immunité de groupe renforcée.

Vaccinations obligatoires : L'un des arguments avancés par les théoriciens des droits de l'homme est celui de l'« impérialisme culturel », à savoir que les individus doivent pouvoir vivre selon leurs croyances et que la société doit les respecter et éviter de les forcer à croire ou à agir contre leur gré. Toutefois, si ces droits fondamentaux ont été définis en ayant l'individu à l'esprit, il existait également un fort courant en faveur des droits collectifs ainsi que des droits de deuxième et de troisième génération tels que le droit à l'éducation, le droit à la paix, le droit à un environnement sain, etc.

Cela étant, nous concevons que les individus ont le droit de refuser la vaccination et que la société a le droit de vacciner ses citoyens pour promouvoir la santé.

En règle générale, comme énoncé à l'article 3(2) de **la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme** « **Les intérêts et le bien-être de l'individu devraient l'emporter sur le seul intérêt de la science ou de la société.** »

Néanmoins, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles les intérêts de l'individu ne l'emportent pas sur l'intérêt général. La vaccination, considérée de nos jours comme le traitement le plus efficace contre certaines maladies, est un privilège et non une obligation. Par conséquent, les personnes qui ne souhaitent pas être vaccinées ne le seront généralement pas, mais elles doivent garder à l'esprit que l'absence de traitement peut avoir des conséquences qu'elles doivent être prêtes à assumer.

Les gouvernements sont chargés de la santé publique, ainsi qu'il ressort de l'article 14(1) de *la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme* :

« *La promotion de la santé et du développement social au bénéfice de leurs peuples est un objectif fondamental des gouvernements que partagent tous les secteurs de la société.* » La vaccination de la population réduit les taux d'infection et il y a lieu de croire que c'est l'intérêt général qui dicte les politiques encourageant cette pratique. Préserver l'intérêt général et réduire les infections sont des valeurs importantes qui, lorsqu'elles entrent en contradiction avec le droit d'une personne de refuser un traitement, nécessitent de trouver un équilibre entre les droits de l'individu et l'intérêt général.

Chaque situation doit être évaluée selon ses caractéristiques, et chaque société, pays ou gouvernement doit définir une politique équilibrée en se fondant sur ses propres valeurs, à condition d'accorder un poids réel aux droits des individus.

Les éléments à prendre en considération dans la recherche d'un équilibre entre ces valeurs peuvent être les suivants :

- La gravité de la maladie
- L'imminence de la menace
- Le nombre de personnes non vaccinées
- La virulence de l'infection

Source : UNESCO, 2011. *Recueil de cas sur la dignité humaine et les droits de l'homme, Programme de base de bioéthique, Série d'études de cas n° 1, UNESCO, Paris, 144 p.*

DOCUMENT 2 : Synthèse de la décision du Conseil Constitutionnel n°2015-458 du 20 mars 2015

En l'espèce, le Conseil constitutionnel a d'abord considéré qu'en imposant des obligations de vaccination antidiphthérique, antitétanique et antipoliomyélitique aux enfants mineurs sous la responsabilité de leurs parents, le législateur a entendu lutter contre « *trois maladies très graves et contagieuses ou insusceptibles d'être éradiquées* » (cons. 9). Il a relevé que la politique de vaccination obligatoire était entourée de plusieurs garanties légales : cette politique est mise en œuvre par le ministre chargé de la santé ; après avoir recueilli l'avis du haut conseil de la santé publique, le législateur a donné au ministre le pouvoir de suspendre par décret chacune de ces obligations de vaccination, pour tout ou partie de la population, afin de tenir compte de la situation épidémiologique et des connaissances médicales et scientifiques et, enfin, la loi prévoit elle-même que « *chacune de ces obligations de vaccination ne s'impose que sous la réserve d'une contre-indication médicale reconnue* » (cons. 9).

Le Conseil a ensuite rappelé que le législateur dispose d'une large marge d'appréciation en matière de protection de la santé. Le législateur peut « *définir une politique de vaccination afin de protéger la santé individuelle et collective* », de même qu'il peut « *modifier les dispositions relatives à la cette politique de vaccination pour tenir compte de l'évolution des données scientifiques, médicales et épidémiologiques* » (cons. 10). Le Conseil constitutionnel en déduit qu'« *il n'appartient pas au Conseil constitutionnel, qui ne dispose pas d'un pouvoir général d'appréciation et de décision de même nature que celui du Parlement* », de remettre en cause les choix du législateur, ni de rechercher « *si l'objectif de protection de la santé que s'est assigné le législateur aurait pu être atteint par d'autres voies* », dès lors que les modalités retenues par lui ne sont pas « *manifestement inappropriées à l'objectif visé* » (cons. 10).

Le Conseil a donc jugé que le législateur n'avait pas porté atteinte à l'exigence constitutionnelle de protection de la santé en instituant les obligations de vaccination contestées (cons. 11).

Les dispositions examinées dans la décision du 20 mars 2015 commentée n'étant contraires à aucun autre droit ou liberté que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel les a déclarées conformes à la Constitution.

AUTRES DOCUMENTS

Voici des liens vers des pages de sites apportant des informations complémentaires pour développer votre argumentation

- **Sur le site de la mutualité française deux liens :**

**Vaccins : un débat citoyen pour
« restaurer la confiance »**

ou



**Vaccination obligatoire : le débat est
lancé**

ou

